



# Agence Togolaise de Presse

## BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

29 mai 2026

### LES ETATS DE L'UEMOA APPELES A « CONSTRUIRE DES INFRASTRUCTURES PLUS INCLUSIVES »

Lomé, 29 mai (ATOP) - Le vice-président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), Abdoulaye Daffe a appelé, le vendredi 29 mai à Lomé, les Etats de l'espace sous régional à « construire désormais des infrastructures plus inclusives, plus résiliente et mieux réparties territorialement ».

Intervenant à l'ouverture de l'atelier régional consacré à la diffusion des résultats de l'étude sur l'« analyse des inégalités d'accès aux infrastructures économiques dans l'UEMOA (Transport, Energie et TIC) », M. Daffe a relevé que les infrastructures constituent désormais un enjeu majeur de souveraineté économique, de compétitivité régionale, de cohésion territoriale et de stabilité sociale.

Cette étude conjointe de la BOAD et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) révèle que malgré les investissements massifs consentis par les Etats et les institutions de développement dans la région, les progrès demeurent contrastés au sein de l'Union et les inégalités persistantes en matière d'accès aux services par les infrastructures. Ces inégalités freinent la réduction durable de la pauvreté, limitent les opportunités économiques et entravent la convergence régionale. L'étude est menée en 2025 par la BOAD dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de production intellectuelle et de gestion des connaissances, alignée sur son nouveau Plan stratégique 2026-2030 (Plan « Djoliba...La Suite »), en partenariat avec la CEA.



Experts et officiels

#### SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----3-5
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----5-18
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----18-21
SPORTS	-----21-22

L'objectif de cet atelier en mode hybride (présentiel et visioconférence) est de partager les principaux résultats, conclusions et recommandations avec les différentes parties prenantes (représentants des Etats membres, les partenaires techniques et financiers, les institutions communautaires régionales, les BMD et les IFD, le secteur privé, les universités et centres de recherche, etc.) afin de favoriser une appropriation commune et de catalyser les investissements futurs dans les secteurs prioritaires.

### **Des progrès contrastés en infrastructures**



*M. Daffe ouvrant les travaux*

Le rapport provisoire de l'étude examinée fait ressortir plusieurs constats majeurs, notamment un important retard de la région UEMOA en dotation en infrastructures économiques par rapport à d'autres zones comparatives telles que la CEDEAO (hors pays UEMOA), les Seychelles ou l'île Maurice. Le rapport soulève également des inégalités d'accès aux infrastructures qui restent profondément marquées entre zones urbaines et rurales, entre territoires côtiers et espaces enclavés mais aussi entre catégories sociales et économiques. Le rapport mentionne également le rôle essentiel des infrastructures économiques dans la réduction de la pauvreté, le renforcement de l'intégration régionale, l'amélioration de la productivité et l'inclusion sociale ainsi que la nécessité d'adopter des politiques et programmes de développement plus ciblés, mieux financés, mieux coordonnés et adossés à une bonne gouvernance.

### **Des enseignements interpellatifs**

Les enseignements issus de cette étude sont particulièrement interpellatifs, a déclaré le vice-président de la BOAD : « Ils montrent d'abord que, malgré les investissements importants réalisés ces dernières années, l'UEMOA demeure confrontée à un déficit infrastructurel significatif, aussi bien en quantité qu'en qualité ».

Dans le domaine de l'énergie, moins d'un habitant sur deux a accès à l'électricité dans l'Union avec des disparités encore plus prononcées en milieu rural. Dans le secteur des transports, l'insuffisance des corridors intégrés, la faiblesse du réseau ferroviaire et les coûts logistiques élevés continuent de pénaliser la compétitivité des économies et l'intégration des chaînes de valeur régionales.

Sur le plan du numérique, la fracture numérique demeure préoccupante alors que l'accès à ce secteur conditionne désormais l'accès à l'éducation, aux services financiers, aux marchés et aux opportunités économiques.

### **Un appel à un changement d'approche**

Pour M. Daffe, « les résultats de cette étude appellent à un changement d'approche. Ils nous invitent à dépasser une logique centrée uniquement sur les volumes d'investissement pour privilégier une approche orientée vers l'impact économique, social et territorial des infrastructures ».

Le focus doit être mis maintenant sur une meilleure gouvernance des investissements publics, une planification territoriale plus équilibrée, un renforcement de la maintenance des infrastructures existantes, un recours accru aux financements innovants et une mobilisation plus forte du secteur privé dans le cadre de partenariats structurants.

M. Daffe appelle à une réponse concertée à l'échelle régionale face aux défis identifiés : « Aucun de nos Etats ne pourra, à lui seul, relever efficacement les enjeux liés au financement des infrastructures, à la connectivité régionale, à la transition énergétique ou encore à l'inclusion numérique ».

La directrice du bureau régional pour l'Afrique de l'ouest de la CEA, Mme Ngoné Diop est intervenue à l'ouverture par visio-conférence à ce premier atelier régional de validation technique.

ATOP/AJA/BA



**ATOP**  
Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## ECHOS DE LA CAPITALE

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION :

**LA PHASE PRE-TEST DU PROJET D'INTEGRATION DANS LES CURRICULA  
PREND FIN A LOME**

**Lomé, 29 mai (ATOP)** - La phase pré-test du « projet d'intégration de l'éducation à la lutte contre la corruption dans les curricula d'enseignement et de formation au Togo, dans l'enseignement supérieur et les centres de formation » a pris fin, le jeudi 28 mai, à Lomé.



*Des participants*



*M. Aba (micro) ouvrant les travaux*

Mis en œuvre par la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA), ce projet a déjà franchi avec succès l'étape des établissements publics d'enseignement supérieur. Le projet vise à inculquer aux apprenants les valeurs d'intégrité, de transparence, d'éthique et de responsabilité citoyenne afin de préparer une génération de futurs cadres attachés au respect du bien public et à la primauté de l'intérêt général.

Après une première expérience à l'Institut supérieur de management (ISM) Adonai de Kara, l'initiative s'étend désormais à d'autres établissements privés d'enseignement supérieur dont l'Institut d'administration et d'études commerciales (IAEC). Dans ce cadre, les étudiants de l'IAEC seront formés sur plusieurs thématiques, notamment « La problématique de la lutte contre la corruption : enjeux et défis », « Les mécanismes de lutte contre la corruption et la participation citoyenne », « La lutte contre la corruption au Togo : cadres juridiques et institutionnels », « Corruption et bonne gouvernance » ainsi que « Déontologie et responsabilité professionnelle ».

Le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Prof. Gado Tchangbedji, a souligné la nécessité de promouvoir le civisme et le patriotisme pour bâtir le Togo de demain. S'adressant aux apprenants, il a rappelé que

« le vrai mérite ne réside pas seulement dans les diplômes, mais dans l'usage responsable et utile que nous en faisons pour le bien commun ».

Le président de la HAPLUCIA, Aba Kimelabalo, a indiqué que « former les jeunes à l'intégrité dès aujourd'hui, c'est préparer une génération consciente de ses responsabilités, attachée aux valeurs de probité et capable de porter durablement les idéaux de justice et de développement pour notre pays ». Il a exhorté les étudiants à s'approprier les enseignements avec sérieux et engagement. « Refusez les raccourcis faciles et faites de l'honnêteté, du mérite et de la discipline vos principes de vie », a-t-il lancé.

Les différents intervenants ont également rendu hommage au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour son engagement en faveur de la bonne gouvernance, de la promotion des valeurs citoyennes et de la lutte contre la corruption. ATOP/SYI/AO/KYA

## LE SIARCOS ANNONCE DU 2 AU 4 JUILLET POUR VALORISER LA COSMETIQUE NATURELLE ET LOCALE



*Les participants*

en entrepreneuriat (AEJPE). Il vise à promouvoir les métiers et produits de l'industrie de la beauté. L'initiative se veut une plateforme de rencontres, d'échanges et de valorisation du savoir-faire africain dans les domaines de la beauté, de l'esthétique, du bien-être et de la cosmétique naturelle.

Le salon réunira plusieurs acteurs de la chaîne de valeur du secteur cosmétique, notamment des producteurs, transformateurs, chercheurs, dermatologues, esthéticiens, laboratoires, instituts de beauté et promoteurs de produits naturels africains. L'objectif est de créer un cadre favorable au développement d'un secteur cosmétique capable de générer des emplois, de renforcer les petites et moyennes entreprises et de favoriser l'autonomisation économique des femmes.



*Mme Amouzou, promotrice du SIARCOS*

cosmétique africain. Au-delà de l'aspect économique, les promoteurs du salon mettent en avant les enjeux sociaux liés au développement de ce secteur, notamment l'insertion

**Lomé, 29 mai (ATOP)** - Le Salon international des arts cosmétiques (SIARCOS) se tiendra du 2 au 4 juillet au Centre togolais des expositions et foires (CETEF) à Lomé. L'annonce a été faite le vendredi 29 mai lors d'une conférence de presse à Lomé.

Placé sous le thème : « Entrepreneuriat féminin et innovation au service d'une industrie cosmétique durable au Togo », cet événement est porté par l'Association de l'épanouissement des jeunes pour le progrès

Les participants prendront part à des conférences-débats, des ateliers pratiques, des rencontres professionnelles B2B et B2C, ainsi qu'à des expositions-ventes. Les discussions porteront notamment sur la transformation locale des matières premières, la certification des produits, le marketing et l'accès aux marchés internationaux. Des distinctions seront aussi décernées aux acteurs qui se distinguent par leur créativité, leur innovation et leur contribution au développement du secteur

professionnelle des jeunes et des femmes ainsi que la promotion du leadership féminin dans l'entrepreneuriat.

La promotrice du SIARCOS, Mariam Christiane Amouzou, a fait savoir que le salon répond à un besoin croissant de structuration de l'écosystème cosmétique africain dans un contexte marqué par l'essor des produits naturels et la valorisation des ressources locales. « L'événement met un accent particulier sur la promotion de la cosmétique naturelle africaine et la consommation locale. Nous souhaitons encourager les populations à valoriser davantage les produits fabriqués localement et à soutenir les entrepreneures évoluant dans ce secteur. Le salon servira également de vitrine aux marques africaines spécialisées dans la cosmétique, la parfumerie, les soins esthétiques et les produits de bien-être », a-t-elle souligné. Plusieurs expositions permettront aux visiteurs de découvrir les innovations, les techniques de fabrication ainsi que les nouvelles tendances du marché cosmétique africain, a indiqué Mme Amouzou.

A travers ce rendez-vous, l'AEJPE ambitionne faire du Togo une vitrine régionale de la cosmétique africaine et un espace de promotion du savoir-faire local.  
ATOP/AO/BA/KYA

-----  
**ENVIRONNEMENT/ RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES:**

**LES LISTES ET LA REPARTITION DES CANDIDATS DISPONIBLES DANS LES CENTRES D'ECRITS**

**Lomé, 29 mai (ATOP)** – Les listes et la répartition des candidats au concours national de recrutement des fonctionnaires pour le compte du ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique, session du 22 juin 2026, sont disponibles dans les centres d'écrit de Lomé, Kara et Dapaong.

Les épreuves écrites, la visite médicale sommaire, les épreuves sportives et la visite médicale para clinique se dérouleront respectivement les 22 juin, du 25 au 29 juin, du 4 au 8 juillet et du 10 au 14 juillet 2026.

L'information a été donnée dans un communiqué du 28 mai du ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social. ATOP/Rédaction



**ATOP**  
Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## NOUVELLES DES PREFECTURES

**AKEBOU:**

**1250 PLANTS MIS EN TERRE A KOUGNOHOU EN PRELUDE AU 1<sup>ER</sup> JUIN PROCHAIN**

**Kougnohou, 29 mai (ATOP)** - Environ 1250 plants de Gmelina arborea, de Terminalia superba et de Khaya grandifoliola ont été mis en terre le jeudi 28 mai à Kougnohou dans la commune Akébo 1, sur une superficie de 2 ha, en prélude à la journée nationale de l'arbre le 1<sup>er</sup> juin prochain.

Organisée par le syndicat des opérateurs économiques du secteur bois et des exploitants forestiers de la préfecture de l'Akébou, cette activité vise à accompagner le gouvernement dans sa politique d'un Togo vert, et s'arrime avec la vision du Président du Conseil, Faure Gnassingbé qui veut augmenter le taux de couverture forestière de 26 %, à travers la mise en terre d'un milliard de plants à l'horizon 2030.



*Les participants au reboisement à Kougnohou*



*Le préfet Toyi ouvrant l'activité de reboisement sur le site*

Au cours de ce reboisement dans le quartier Worokoto à Kougnohou, les participants, autorités préfectorales, communales, chefs traditionnels et de services déconcentrés de l'Etat ainsi que les membres du syndicat des opérateurs économiques et exploitants de bois ont mis en terre près de 1250 plants sur deux hectares de terrain, sous une pluie matinale.

Le commandant des eaux et forêts, Komlavi Attila, directeur régional Plateaux-Ouest de l'environnement, a indiqué que cette activité de restauration du site de Worokoto s'arrime bien avec la vision du Président du Conseil qui se veut d'un Togo vert d'ici à 2030 avec son ambition de faire reboiser un milliard d'arbres sur l'étendue du territoire national pour faire augmenter le couvert végétal de 26 %. Pour lui, chaque année le secteur privé, l'administration et toute la population togolaise s'évertuent pour l'atteinte de cet objectif. Il a présenté le bilan de reboisement national depuis 2021 jusqu'à ce jour. « ... l'année dernière, plus de 13 millions de plants ont été mis en terre et cette année, il est prévu une mise en terre de plus de 17 millions de plants », a-t-il déclaré. Il a remercié et encouragé tous les acteurs intervenant dans le secteur de l'environnement pour leur accompagnement à l'atteinte de cette politique environnementale du gouvernement. Il a invité tous les acteurs impliqués à emboîter le pas afin d'atteindre l'ambition du Président du Conseil.

Le préfet de l'Akébou, Toyi Kokou, a appelé la population de son ressort juridique à sortir massivement le jour du 1<sup>er</sup> juin prochain pour mettre en terre des plants afin de restaurer la végétation de la préfecture de l'Akébou complètement déboisée. Il a salué cette initiative qui vient une fois encore renforcer la politique et l'action du gouvernement, qui ambitionne d'avoir 26 % de couvert végétal sur l'étendue du territoire national d'ici à 2030. ATOP/PM/GMM/KYA

-----

### YOTO/PROJET DE RESTAURATION DE FORETS SACREES :

#### **DES ACTEURS INFORMES DES OBJECTIFS ET COMPOSANTES**

**Tabligbo, 29 mai (ATOP)** – Un atelier de lancement du projet intitulé « Valorisation des savoirs endogènes et restauration des forêts sacrées de Gboto Assigamé et de Gboto Zogbé » s'est tenu le jeudi 28 mai à Gboto Vodoupé, dans la commune Yoto 3.

L'atelier a regroupé des acteurs multisectoriels notamment des autorités administratives, traditionnelles et des acteurs communautaires. Des acteurs ont été informés de ses objectifs et composantes. Etaient présents des représentants des organisations de la société civile et des partenaires techniques.

Le projet est à l'actif du centre ouest-africain de services scientifiques sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) Togo avec l'appui financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à travers le Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Il a pour objectif de valoriser les savoirs ancestraux traditionnels en matière de conservation de la biodiversité. Il ambitionne de promouvoir des savoirs endogènes dans la stratégie de gestion durable des ressources naturelles. L'initiative va contribuer au même moment à la restauration écologique des forêts sacrées et à la conservation de la biodiversité dans des zones à forte valeur culturelle, spirituelle et environnementale.



*La population bénéficiaire du projet et initiateurs*

Les résultats attendus du projet ont été présentés aux participants. Il s'est agi de susciter l'engagement et l'adhésion des acteurs à tous les niveaux autour des enjeux de conservation de la biodiversité et de préservation des patrimoines culturels locaux. L'atelier a servi également de cadre de dialogue et de concertation multi-acteurs en faveur d'une gestion participative et durable des forêts sacrées de Gboto Assigamé et de Gboto Zogbé.

Le vice-président de l'Université de Lomé (UL), Pr Komlan Batawila a affirmé qu'en associant restauration écologique et valorisation des savoirs locaux, le projet propose une approche innovante, inclusive et durable de la conservation environnementale. Il a fait savoir que les communautés locales, les chefs traditionnels et les gardiens des savoirs ancestraux doivent être placés au cœur des stratégies de protection des écosystèmes.

Le directeur régional de l'Environnement maritime, Lt. Col Bleza Mangola, représentant son ministre de tutelle, a indiqué que ce projet vient renforcer les populations sur la protection de leurs ressources naturelles.

Le directeur du WASCAL, Pr Agboka Komi, a précisé que son centre demeure engagé dans la recherche scientifique, le renforcement des capacités et l'accompagnement des politiques publiques liées au changement climatique et à la gestion durable des terres en Afrique de l'Ouest. Il a souhaité la détermination et le soutien de tous pour garantir un plein succès à ce projet.

A l'issue de la rencontre, plusieurs plants ont été mis en terre, entre autres, le kapokier, l'avocatier, le baobab, le khaya senegalensis, dans les deux forêts.

ATOP/SAK/BV/KYA

D'une durée de deux ans (février 2026 - février 2028), le projet couvre une superficie de 28 ha de forêts sacrées dans les villages de Gboto Assigamé et de Gboto Zogbé. Il est prévu, entre autres, le renforcement des capacités des communautés locales en gouvernance environnementale, la production des documents audiovisuels et la formation des habitants en production des plants en vue de soutenir les actions de reboisement et de conservation.



*La mise en terre de plants*



**ATOP**  
Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

*Actualités. Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



**FISCALITE :****L'OTR SENSIBILISE LES CONTRIBUABLES SUR LEURS DROITS ET OBLIGATIONS**

**Sokodé, 29 mai (ATOP)** – Les opérateurs économiques des préfectures de Blitta, Sotouboua, Tchaoudjo et Tchamba ont été sensibilisés sur leurs droits et obligations en matière fiscale lors des ateliers organisés respectivement, les 26 et 28 mai dans leur localité.



*Officiels et participants à Sokodé*



*Officiels et participants à Tchamba*

Ces rencontres sont initiées par la direction de la communication de l'Office togolais des recettes (OTR) en collaboration avec le Comité régional de concertation Etat-secteur privé (CR-CESP) de la région Centrale. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une tournée nationale d'information.

Placée sous le thème « Renforcement de la relation de confiance entre l'administration fiscale et les entreprises », l'initiative vise à clarifier les dispositions fiscales en vigueur et à accompagner les contribuables dans l'accomplissement de leurs obligations. Elle permet également de recueillir les préoccupations, doléances et propositions des secteurs privés locaux en matière de fiscalité.

Les participants ont été édifiés à travers trois communications : « La construction d'une relation de confiance entre l'administration fiscale et les entreprises » ; « Les obligations fiscales et les mesures incitatives destinées aux Très petites et moyennes entreprises (TPME) » et « La politique anticorruption au sein de l'institution et son dispositif interne ».

Le directeur de la communication et des services aux usagers, Konlani Kambatibe, a fait savoir que ces rencontres traduisent la volonté des autorités de construire une administration fiscale davantage proche des usagers, fondée sur l'écoute, la transparence et le partenariat avec le secteur privé. Il a réitéré l'engagement de l'administration fiscale à agir pour que les mesures fiscales et douanières que le gouvernement prend chaque année pour accompagner le secteur privé soient appliquées dans le respect des règles de probité et de transparence. M. Konlani a exhorté les participants à contacter les numéros verts 8280 pour dénoncer les actes de corruption et 8201 pour tous renseignements ou informations jugés utiles.

La cheffe de la division éducation des contribuables à l'OTR, Marie-Reine Maebena-Wenkourama, a rappelé que l'impôt constitue un levier essentiel du financement des politiques publiques et du développement national. Elle a souligné la nécessité de renforcer la confiance entre les services fiscaux et les contribuables.

Les représentants du pouvoir central ont salué cette initiative qui contribuera à l'amélioration du climat des affaires dans leur localité. Ils ont souligné que le paiement des impôts et taxes est le meilleur rempart pour une indépendance et une souveraineté financière du pays. Pour eux, c'est donc un sacrifice citoyen pour lequel le service percepteur et l'utilisateur devraient se faire mutuellement confiance pour éviter les abus et les incompréhensions.

Les maires ou leurs représentants se sont dits convaincus que ces dialogues raffermiront davantage les relations entre l'administration fiscale et les contribuables pour la prospérité des affaires. ATOP/MEK/BV

**DOUFELGOU :**

**LE NOUVEAU PREFET MOBILISE LES FORCES VIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PREFECTURE**

**Niamtougou, 29 mai (ATOP)** – Deux semaines après sa prise de fonction, le 13 mai dernier, le nouveau préfet de Doufelgou, Col. Aziaba Sessi Ayi, a présidé, le jeudi 28 mai à Niamtougou, sa première réunion de prise de contact avec l'ensemble des acteurs clés pour le développement de la circonscription.



*Le préfet (à droite) plaçant son mot*



*L'assistance*

Cette rencontre solennelle a réuni les directeurs et chefs de services déconcentrés de l'État, les opérateurs économiques, les maires, les représentants des Organisations de la société civile (OSC), ainsi que les autorités traditionnelles et religieuses. L'enjeu majeur de cette séance est d'instaurer un cadre de dialogue permanent et de créer une synergie d'actions indispensables au développement socio-économique harmonieux de la préfecture.

Au cours des échanges, le représentant du pouvoir central a d'abord exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour la confiance placée en sa personne. Déclinant sa feuille de route, le Colonel Aziaba Sessi Ayi a exposé une vision de la gestion publique résolument moderne, axée sur la culture du résultat, la transparence, la rigueur administrative et le respect scrupuleux de la hiérarchie.

Face aux défis actuels, l'autorité préfectorale a fermement exhorté ses interlocuteurs au civisme, à la ponctualité et à une stricte neutralité dans l'exercice de leurs fonctions. Elle a, par ailleurs, insisté sur l'impératif de consolider la cohésion sociale et de maintenir une vigilance accrue pour garantir la sécurité sur toute l'étendue du territoire préfectoral.

En réponse à ces orientations, les maires, les responsables administratifs et les leaders communautaires ont salué la démarche du préfet. Ils ont unanimement réaffirmé leur soutien indéfectible et leur entière disponibilité à accompagner l'autorité dans la réussite de sa mission. La réunion, qui s'est déroulée dans un climat de sérénité, s'est achevée par une présentation mutuelle des différents responsables et des forces vives de la localité. ATOP/SG/TAL/SED



**ATOP**  
 Pour vos articles, reportages  
 Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



**BINAH :****ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA SCOOPS PANAPASSA**

**Pagouda, 29 mai (ATOP)** - Les membres de la Société coopérative simplifiée (SCOOPS) Panapassa d'Alambourgou dans le canton de Pagouda (Commune Binah 1) ont tenu leur assemblée générale ordinaire consacrée au bilan des activités, le jeudi 28 mai dans ladite localité.

La rencontre a permis aux membres d'examiner et d'adopter les différents rapports, d'évaluer les activités réalisées durant l'année écoulée et de se projeter vers l'avenir pour l'atteinte des objectifs. Selon le rapport financier, le compte de la SCOOPS Panapassa exercice 2025-2026 s'équilibre en recettes et en dépenses à 5.880.696 FCFA. Les dépenses effectuées s'élèvent à 4.925.896 FCFA avec un compte excédentaire de 954.800 CFA.

Le représentant du chef du village d'Alambourgou, M. Agomaro Sato, a témoigné sa reconnaissance à la SCOOPS pour cette initiative qui entre dans la vision du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, en matière de sa politique de développement à la base en vue de la réduction de la pauvreté. Il a exhorté les membres à diversifier les activités génératrices de revenus pour une plus-value.

Le président de la SCOOPS Panapassa, Sangabalo Jacques, a remercié les membres pour leur dynamisme et les efforts consentis pour le bon fonctionnement de leur coopérative et surtout pour la confiance qu'ils lui accordent. Il a également exprimé sa reconnaissance aux agents techniques de l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) pour les conseils utiles qu'ils leur prodiguent en matière de production agricole. M. Sangabalo a lancé un appel aux bonnes volontés et aux organismes à leur apporter leurs appuis multiformes.

Portée sur les fonts baptismaux le 5 janvier 2008, la SCOOPS Panapassa d'Alambourgou intervient principalement dans le domaine de la transformation des grains de néré en moutarde, du soja en fromage, et dans le domaine agricole et l'élevage.

Cette assemblée a connu la présence des responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat.

ATOP/AK/TAL/BA



*Les membres avec les officiels*



*Une séquence de causerie-débat*

**AVE/GESTION DES DECHETS PLASTIQUES :****LA PHASE PILOTE DU PROJET « ECO-SCHOOL » DE L'ASSOCIATION ADT LANCEE**

**Kévé, 29 mai (ATOP)** – L'association Aujourd'hui et Demain le Togo (ADT) a lancé, le jeudi 28 mai à Agoudja-Badja, à environ 13 km au sud-est de Kévé, la phase pilote de son projet « Eco-School » à travers un don de poubelles à l'École primaire catholique (EPC) de la localité.

Le projet s'inscrit dans l'action environnementale de ladite association, qui œuvre pour une gestion durable des déchets et la promotion du reboisement au Togo. Cette initiative citoyenne vise à promouvoir une gestion efficace des déchets plastiques en milieu scolaire, à renforcer l'éducation environnementale des élèves et à encourager les bonnes pratiques d'hygiène et de salubrité dans les établissements scolaires. L'ADT entend sensibiliser les apprenants à la protection de l'environnement et inculquer aux enfants à la culture de la salubrité dès le bas âge.



*Les bénéficiaires au devant les dons*



*Le président (chapeau) remettant officiellement les dons au directeur*

Le don a été remis au directeur de l'établissement, Komi Ahiagbedé, en présence des enseignants, des élèves ainsi que des membres de la communauté éducative.

Pour le président de l'association, Kouadoua-Kakpo Comlan Christian, cette action vise à accompagner les établissements scolaires dans leurs efforts de maintien de la propreté. « Nous voulons permettre aux enfants d'évoluer dans un environnement sain afin qu'ils deviennent des citoyens responsables et respectueux de leur cadre de vie », a-t-il souligné.

Le directeur de l'EPC d'Agoudja-Badja, Ahiagbede a salué l'initiative qu'il considère comme un appui important pour l'école. « Ce don répond à un besoin réel de notre établissement. Ces poubelles permettront aux élèves de mieux gérer les déchets et de maintenir la propreté dans l'enceinte scolaire », a-t-il déclaré, avant de remercier l'association pour ce geste.

Selon les responsables de l'ADT, la phase pilote réalisée à Agoudja-Badja constitue le point de départ d'un vaste programme qui sera étendu à cinquante établissements scolaires sur toute l'étendue du territoire national avec l'appui des partenaires. Cette première étape a été financée sur fonds propres de l'association. Elle a profité pour lancer un appel aux partenaires, institutions et personnes de bonne volonté sensibles à la cause environnementale afin de soutenir cette initiative en faveur de l'éducation citoyenne, de la santé publique et de la protection de l'environnement.

Créée en mai 2025, l'ADT est une association à but non lucratif, basée à Lomé, au quartier Avédji-Sito. Elle intervient dans les domaines du social, de la citoyenneté et de l'environnement. ATOP/KAT/DHK/KYA

## UN FORUM SUR L'AGROBUSINESS MOBILISE LES ACTEURS A SOTOUBOUA

**Sotouboua, 29 mai (ATOP)** – Le collectif des Eglises partenaires de l'ONG Compassion international du Togo, Cluster de Sotouboua, organise, du 28 au 30 mai à Sotouboua, un forum sur l'agrobusiness pour une agriculture durable et rentable.

Ce forum est placé sous le thème, « Agriculture durable et rentable : défis et opportunités des filières locales ». Il ambitionne de renforcer les connaissances des agriculteurs et des coopératives locales sur les pratiques agricoles durables et les opportunités d'économie verte dans le but d'améliorer leurs productions et revenus. La rencontre vise également à sensibiliser les acteurs aux pratiques agricoles durables et à

une gestion efficace de la fertilité des sols. Elle se propose aussi d'informer sur les opportunités de transformation et de valorisation des produits agricoles locaux, de faciliter la mise en relation et d'encourager l'esprit d'entrepreneuriat agricole.

En outre, les participants entendent explorer des solutions innovantes pour renforcer la compétitivité et la résilience des filières locales. Ceci face aux effets du changement climatique, à la fluctuation des marchés et aux difficultés d'accès au financement.

Durant les travaux, le forum sera marqué par des conférences et ateliers ainsi que des partages d'expériences et des bonnes pratiques. Des expositions de produits locaux et des rencontres B2B sont également prévues afin de favoriser les partenariats entre producteurs, transformateurs et investisseurs.

Des panélistes débattront de « l'agriculture durable à Sotouboua » en relevant les défis actuels et les solutions adaptées au contexte local. Ils plancheront également sur « les systèmes agricoles et alimentaires dans un contexte de changement climatique ». D'autres thématiques sur « la valorisation des produits locaux, la transhumance et la cohabitation agro-pastorale, le financement agricole et le mécanisme d'accès ainsi que l'entrepreneuriat agricole » seront aussi développées.



*Visite d'un stand par les officiels*

Le représentant des Eglises, M. Tossoou Jérémie a relevé l'intérêt de ce forum qui vient encourager les jeunes et les femmes à investir davantage dans l'agrobusiness, un secteur considéré comme stratégique pour leur développement économique.

La cérémonie de lancement a réuni des autorités civiles et militaires ainsi que des acteurs du monde agricole. Elle a pris fin par la coupure du ruban symbolique et la visite des stands d'exposition permettant aux officiels et au public d'apprécier le savoir-faire local dans la production et la transformation des produits agricoles. ATOP/BTP/MEK/DHK

## **LE PROJET « AGIR POUR UN AVENIR SANS VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE DANS L'OTI ET L'OTI-SUD » LANCE A MANGO**

**Mango, 29 mai (ATOP)** - L'Association appui au développement local Savanes (2ADL-S) a lancé son projet intitulé « Agir pour un avenir sans violence basée sur le genre dans l'Oti et l'Oti-Sud » au cours d'un atelier les 22 et 23 mai à Mango.

D'une durée d'un an, le projet est mis en œuvre avec les ONG « Equipop » et Femmes action et développement (FAD), le consortium « Diakonia », Gorée Institute, avec

l'appui financier de l'Agence française de développement (AFD). Les activités prévues sont le renforcement des capacités des acteurs concernés, la création des cadres protecteurs pour les filles et les femmes, la promotion de l'égalité et la justice équitable.



*Le maire Noukome (micro) salue l'engagement de 2ADL*



*Des participants*

Le projet vise à endiguer les Violences basées sur le genre (VBG) qui gangrènent le Grand Oti. L'atelier a permis de présenter aux différentes couches socioprofessionnelles, le contenu et les contours de ce projet et de définir les stratégies et pistes de solutions pour lutter efficacement contre ce phénomène.

Les participants ont été instruits sur les résolutions « 1325 » et « 2250 » des Nations unies relatives à l'implication et à l'engagement actif des femmes dans la prévention et la résolution des conflits. Ils ont mis sur pied un cadre de concertation de lutte contre les VBG et un mécanisme de dénonciation communautaire.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oti, N'Gbamou Koya, et le maire de la commune Oti 1, Noukome Nimani, ont salué la pertinence de ce projet au regard de l'ampleur des VBG dans le grand Oti. Ils ont réitéré leur soutien à l'association dans la mise en œuvre de ce projet pour l'intérêt des populations.

La coordinatrice de 2ADL-S, Mme N'Djarama Adjara, a fait remarquer que les VBG sont une réalité dans les deux préfectures, avec des conséquences physiques, psychologiques et économiques sur les victimes. « En concevant ce projet, notre structure entend impliquer les autorités, les forces de défense et de sécurité, les services sociaux, les médias et la chefferie traditionnelle, entre autres, pour combattre ce phénomène.



*L'artiste Roi Boukar lors de sa prestation*

Au cours de l'atelier, l'intermède a été assuré par l'artiste de la chanson Roi Boukar. Il a interprété son titre « Protégeons les filles contre les abus, scolarisons-les ». ATOP/TT/JK/BV

#### TCHAOUDJO/SOLIDARITE-TABASKI 2026 :

#### **ABEA OFFRE DE LA VIANDE A PLUS DE 200 FAMILLES DEMUNIES A SOKODE**

**Sokodé, 29 mai (ATOP)** – L'association Action pour le bien-être et l'épanouissement des aveugles (ABEA) a offert, le jeudi 28 mai, de la viande de bœuf à plus de 200 familles démunies à Sokodé, à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Kébir.

Cette initiative de l'ABEA en collaboration avec son partenaire allemand « muslimehelfen » s'inscrit dans le cadre du projet « Kurban Project 2026 » ou « Projet de sacrifice 2026 ». L'objectif de ce partage est de soutenir les familles nécessiteuses, leur apporter la joie de vivre pour qu'elles aussi puissent fêter dans la paix, dans la joie et dans

l'allégresse. Au nombre des bénéficiaires, il faut citer les veuves, les orphelins, les handicapés visuels, moteurs et auditifs et les personnes âgées.



*Dr. Asmanou remettant symboliquement le kit une bénéficiaire*      *Des personnes en fauteuil roulant brandissant leur colis*

« La Tabaski est synonyme de partage et de générosité envers les enfants, les pauvres et les nécessiteux », a dit le président de l'ABEA, Dr Asmanou Bouraïma, lui-même personne handicapée visuelle. Il a convié ses partenaires à donner sans compter et les bonnes volontés à se manifester pour la pérennisation de ce projet d'assistance aux personnes vulnérables et handicapées.

Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude aux donateurs pour leur geste de solidarité tout en priant Allah de les combler de bénédictions.

En tout, 700 familles défavorisées ont reçu de la viande sur toute l'étendue du territoire national, notamment à Lomé, Kpalimé, Sotouboua, Sokodé, Bafilo, Kara, Mango et Dapaong. Pour cette opération, l'association et son partenaire ont abattu 50 bœufs pour un coût global de 14 771 495 FCFA.

L'ABEA a commencé cette opération de distribution de viande pendant la fête du sacrifice du mouton depuis sa création en 2002. Elle œuvre dans l'éducation, le parrainage et l'humanitaire. L'ABEA assiste, notamment les couches vulnérables durant les fêtes musulmanes. Elle dispose d'un Centre islamique pour l'éducation et la formation des personnes aveugles (CIEFA) à Kadambara. ATOP/MEK/BV

## ASSOLI/TABASKI :

### **DES PERSONNES DEMUNIES BENEFICIENT DE VIANDE**



*M. Adeoul (en blanc) remettant un kit de viande à une bénéficiaire*

**Bafilo, 29 mai (ATOP) –** L'ONG Direct Aid-Bafilo a distribué des viandes aux personnes démunies de la préfecture d'Assoli, le jeudi 28 mai, marquant la fête de la Tabaski ou l'Aïd Al Adha.

Ce geste à l'endroit des personnes vulnérables s'inscrit dans le cadre de ses actions de solidarité islamiques observées durant la célébration des fêtes musulmanes. Il est rendu possible grâce à l'appui des partenaires koweïtiens. Au total, 1260 personnes démunies, musulmanes ou non

ont bénéficié de ces sachets de viande. Un don estimé à 15 450 000 FCFA.

Le secrétaire général de Direct Aid-Bafilo, Adeoul Komlan, a souligné que l'ONG Direct Aid pense aux personnes démunies en leur distribuant des portions de viande pour que chacun puisse bien célébrer cette fête de Tabaski avec sa famille. Il a signifié que cela se fait également à l'occasion de la fête de Ramadan, où l'ONG accompagne les musulmans nécessiteux avec des kits alimentaires chaque année.

Le secrétaire général de la mairie de la commune Assoli 1, Bah-Traoré Moustapha, a salué cet acte de l'ONG Direct Aid qui va permettre aux démunis de la préfecture de célébrer la fête de Tabaski dans la quiétude. Il a remercié les partenaires koweïtiens pour l'effort fournis pour la réussite de cette distribution.

La porte-parole des bénéficiaires, Mme Mohamam Salima, a remercié les donateurs, les partenaires et les autorités du pays pour le geste. Elle a ajouté qu'une aide le jour de l'Aid El Kebir n'a rien de trop pour les bénéficiaires car cette fête doit être synonyme de partage et de joie. Mme Mohamam a demandé aux bénéficiaires d'être en retour généreux en partageant leur part avec leurs voisins.

Direct Aid-Bafilo est une ONG apolitique, d'obédience religieuse musulmane, créée en 2002. Elle mène des activités à caractère social, à l'endroit des populations défavorisées, sans distinction d'ethnie, de religion, à travers divers programmes de partenariat et des projets avec des entités locales et internationales. ATOP/SA/DHK/KYA



*Les bénéficiaires devant leurs kits de viande*

-----

**CAMPAGNE DE DISTRIBUTION DES MOUSTIQUAIRES :**  
**LE CLO-HAHO SUPERVISE L'ENROLEMENT**  
**DES MENAGES**

**Notsé, 29 mai (ATOP) –** Le Comité local d'organisation de la campagne de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans le Haho (CLO-Haho) a effectué, le mardi 26 mai, une visite de supervision dans plusieurs centres d'enrôlement des ménages de la préfecture.



*Contacte avec les agents d'enrôlement à Haïto*



*Remise de coupons a un ménage à Wahala*

Conduite par le préfet de Haho, le colonel Gnakou Aloègnim, la mission a permis de vérifier le déroulement des opérations dans le cadre de la campagne nationale de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées d'insecticide.

Les membres du comité se sont rendus dans les districts sanitaires de Haho 1 et Haho 4 pour constater l'effectivité du processus d'enrôlement, la présence des agents sur le terrain ainsi que le respect des dispositions prévues pour le dénombrement des ménages. Ils ont également contrôlé les coupons d'enregistrement, les dates de retrait et les centres retenus pour la distribution des moustiquaires. La délégation a aussi évalué les dispositifs de communication mis en place afin d'assurer une large diffusion des informations relatives à cette campagne auprès des populations.

Le point focal de lutte contre le paludisme dans le Haho, Nagbe Raymond, a indiqué que cette phase d'enrôlement est déterminante pour assurer une bonne répartition

des kits dans la préfecture. Il a invité les populations à se faire enregistrer afin de permettre aux autorités de disposer des données exactes sur les besoins en moustiquaires.

Le préfet de Haho, le colonel Gnakou Aloègnim, a salué la mobilisation des populations autour de cette campagne de lutte contre le paludisme, notamment chez les enfants et les femmes enceintes. Il a rappelé que le dénombrement des ménages constitue une étape importante dans la stratégie du gouvernement visant à réduire les effets du paludisme dans les communautés.

La tournée de supervision doit se poursuivre dans les autres districts sanitaires de la préfecture. ATOP/YM/AO

-----

HAHO :

## LES RESULTATS DU PROJET « VILLAGE, SANTE ET DEVELOPPEMENT DURABLE » RESTITUÉS

**Notsè, 29 mai (ATOP)** - Les résultats du projet « Village, santé et développement durable » réalisé dans 15 localités des communes de Haho ont été présentés au cours d'atelier de restitution et de clôture du projet, le jeudi 28 mai à Notsé.

L'association française de solidarité internationale, Electricien sans frontière, (ESF) a initié cette activité avec l'appui financier de l'Association Electricien sans frontière, (ESF) en collaboration avec l'ONG Entreprise territoire (ETD).

La rencontre a permis de présenter aux acteurs de développement communautaires, et partenaires, les différentes réalisations faites dans le cadre de ce projet démarré en 2018 au profit des populations locales.

Le bilan indique que les villages d'Agotové, Akaké, Amakpapé, Kponou, Périmètre, Kponou, Asrama, Tetetou, Akpakpapé, Kpégadjè et Haké ont bénéficié de plusieurs ouvrages. Il s'agit, entre autres, des blocs de latrines, des châteaux d'eau et des forages équipés de systèmes solaires, des lavages mains, des coffrets de recharge de téléphone, des lampadaires solaires, des installations électriques, des salles informatiques et des panneaux solaires. Les unités de soins périphériques de Batoumé, de Hahomégbé, d'Agbati et d'Avassikpé ont été dotées de salles d'accouchement, rénovation de bâtiment avec l'installation électrique. Le collège d'enseignement général Hahomégbé a eu un central voltaïque de 3kwc alimentant le lycée.

Pour le chef de projet à ESF, Théliou Jossé, les ouvrages d'eau, sanitaires et l'électrification dans les villages renforcent le cadre de vie, de travail et permettent d'améliorer l'accès en eau potable, l'assainissement des localités. Il a convié les acteurs communautaires à pérenniser les acquis qui selon lui, instaurent un climat de cohésion sociale et stabilité.

L'ingénieur hydraulicien du ministère de l'Eau et de l'Assainissement, Kamda Palakiyem, a remercié les initiateurs et partenaires du projet « Village, santé et développement durable » pour leur œuvre salvatrice qui accompagne le gouvernement dans ses projets de développement.

Le directeur général de l'ONG ETD, Abitor Komi a souligné que la fin du projet « Village, santé et développement durable » engage la responsabilité individuelle et collective de tous les acteurs dans le suivi-évaluation et réparation des outils défectueux



*Les acteurs à la restitution*

dans les années avenir. Il s'est dit confiant de la bonne volonté des acteurs en développement à maintenir le système opérationnel pour les générations futures.



*Les acquis Haho1*



*Les projets réalisés Haho 3*

Le préfet de Haho, Col. Gnakou Aloëgnim et le maire de la commune Haho 2, Ayidoté Sossou ont au nom des populations bénéficiaires exprimé leur reconnaissance partenaires pour ces huit années de services, d'engagement de proximité et de solidarité qui ont permis d'apporter des réponses aux besoins d'assainissement, d'équipement solaires et d'installations sanitaires dans les localités de la préfecture. ATOP/YM/BV

VO :

### **DES FEMMES FORMÉES SUR LES TECHNIQUES MODERNES DE CONDITIONNEMENT ET D'EMBALLAGE À WOGBA**



*Les participantes*

**Vogan, 29 mai (ATOP) –**

L'association Familles engagées pour un développement inclusif en Afrique (FEDIA) a organisé un atelier de formation sur les techniques modernes de conditionnement et d'emballage des produits transformés, le jeudi 28 mai, au centre de transformation de manioc de Wogba, dans la commune Vo 1.

Regroupant onze femmes transformatrices de manioc et d'huile de palme et de noix de coco, cette formation s'inscrit dans le cadre du programme : Renforcement de la

résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-Togo) et du « Projet intégré de restauration écologique des berges de la rivière Akpoloé et de gestion durable de la zone humide de Vo-Adabou ». Cette activité, financée par l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), bénéficie de l'appui technique de l'Office de développement et d'exploitations des forêts (ODEF).

L'objectif est d'identifier les principes de base du packaging (emballage), de développer des stratégies pour améliorer le conditionnement des produits. Il s'agit également de créer des emballages attractifs et fonctionnels, de développer des stratégies de marketing et de commercialisation efficace, de se servir des réseaux sociaux pour promouvoir des produits. Il est aussi question d'amener les actrices à comprendre l'importance du conditionnement et de l'emballage dans la chaîne de valeur alimentaire, de maîtriser les techniques modernes de conditionnement des produits.

Au cours des travaux, les actrices ont été renseignées sur les notions générales sur le conditionnement des produits transformés, les normes d'hygiène, de qualité et de sécurité alimentaire. Elles ont pris connaissance des techniques modernes de

conditionnement des produits transformés, les techniques de conservation et de stockage, les types d'emballage (caisses plastiques), l'étiquetage et la présentation des produits. Elles ont fait des exercices pratiques de démonstrations à partir des cours théoriques.

La coordinatrice de FEDIA, Mme Bédou Akouvi Edwige a rappelé les avantages du projet pour une amélioration des conditions de vie des femmes. Elle a invité les participantes à tirer un meilleur profit de cette formation et à en faire tâche d'huile dans la communauté.

L'experte en technique d'emballage, Dosso Akou Dodzi Lika a exhorté les participantes à une prise de conscience par rapport à leurs activités génératrices de revenus, à être courageuses, déterminées pour pouvoir atteindre les objectifs fixés.

Une remise des kits de transformations aux actrices a mis fin à la formation.

ATOP/AKS/AJA



Exercice de démonstration



ATOP

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## NOUVELLES DE L'ETRANGER

PREMIER CONSEIL DES MINISTRES DE LA GOUVERNANCE WADAGNI :

**LES GRANDES ORIENTATIONS DU SEPTENNAT GOUVERNEMENTAL 2026 - 2033 FIXÉES AU BENIN**

**Cotonou, (Le Matin)** - Réuni le jeudi 28 mai 2026 sous la Présidence du Chef de l'État, Monsieur Romuald WADAGNI, le Conseil des Ministres inaugural du septennat 2026 - 2033 a défini les principales orientations stratégiques de l'action gouvernementale pour les sept prochaines années. Cette première session de l'Exécutif ouvre officiellement un nouveau cycle de gouvernance axé sur la performance publique, la justice sociale et la consolidation de la sécurité nationale.

Dans un contexte de mise en route du nouvel appareil gouvernemental, cette rencontre de haut niveau a permis de poser les fondations institutionnelles et organisationnelles de la gestion de l'État pour le septennat à venir. Au cours de cette session inaugurale, le Chef de l'État a rappelé la mission fondamentale confiée aux membres du Gouvernement : servir l'intérêt général avec rigueur, engagement et sens élevé de responsabilité. L'action gouvernementale devra, selon les orientations données, être guidée par des principes de sobriété, d'intégrité, d'exemplarité et de solidarité, traduisant la volonté de renforcer la confiance entre l'administration publique et les citoyens. Les membres du Gouvernement sont ainsi appelés à se positionner comme des acteurs pleinement engagés au service de l'ensemble du territoire national, dans une logique de résultats et de redevabilité.

Parmi les grandes priorités définies pour le septennat 2026 - 2033 figurent des enjeux sociaux et sécuritaires majeurs. Le Gouvernement entend notamment œuvrer à

l'éradication de l'extrême pauvreté, ainsi qu'à une réduction significative de la pauvreté à travers une politique de développement plus équilibrée et mieux régionalisée. Cette orientation vise à renforcer l'équité territoriale et à garantir une meilleure répartition des investissements publics sur l'ensemble du pays. La défense et la sécurité du territoire national constituent également un axe stratégique majeur, avec un accent particulier sur la préservation de la stabilité, la protection des populations et la consolidation des acquis sécuritaires.

Le Conseil des ministres inaugural a également procédé à la définition d'un nouveau cadre de fonctionnement de l'action gouvernementale, structuré autour de trois niveaux de coordination. Ainsi, il est désormais prévu que le Conseil des Ministres se tienne en session ordinaire mensuelle, chaque premier mercredi du mois ; le Comité interministériel se réunisse deux fois par mois, les premier et troisième lundis ; les Conseils de Cabinet soient organisés en fonction des besoins et des thématiques spécifiques à traiter. Cette organisation vise à renforcer la coordination de l'action publique, à améliorer la rapidité de prise de décision et à assurer un suivi plus efficace des politiques sectorielles. Clôturant les travaux, le Chef de l'État a exhorté l'ensemble de l'équipe gouvernementale à une mobilisation immédiate et constante autour des objectifs de développement du pays. Il a insisté sur la nécessité d'une mise en œuvre rapide et cohérente des orientations définies, en vue d'améliorer durablement les conditions de vie des populations et de renforcer la dynamique de transformation nationale engagée.

Avec ce Conseil des ministres inaugural, le Gouvernement du septennat 2026 - 2033 entre officiellement en phase opérationnelle. Les orientations définies tracent les contours d'une gouvernance axée sur la performance, la discipline institutionnelle et la réponse aux attentes sociales. Ce nouveau cycle politique s'ouvre ainsi sur une feuille de route structurée, destinée à guider l'action publique au cours des sept prochaines années. Le Matin.

## ----- LA CÔTE D'IVOIRE ET LE GHANA RENFORCENT LEUR COOPÉRATION DANS LA FORMATION LINGUISTIQUE DES ÉLÈVES

**Abidjan, (Xinhua)** - Le ministère ivoirien de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique a signé jeudi 28 mai à Abidjan une convention de coopération avec l'Accra Technical University du Ghana et plusieurs institutions de formation technique afin de renforcer l'apprentissage de la langue anglaise pour les élèves ivoiriens.

Lors de la cérémonie de signature, le ministre ivoirien de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, Koffi N'Guessan, a indiqué que cet accord allait permettre aux institutions partenaires d'accueillir davantage d'apprenants issus des lycées techniques et professionnels de Côte d'Ivoire, ainsi que des élèves de l'enseignement général titulaires d'un baccalauréat technique, scientifique ou d'un diplôme équivalent.

L'accord concerne également les apprenants détenteurs d'un brevet de technicien dans les filières industrielles et hôtelières des établissements ivoiriens.

"Ces accords seront bénéfiques pour la jeunesse des deux pays", s'est félicité le ministre.

Les partenaires ghanéens ont, pour leur part, assuré que cette coopération permettra de mobiliser des entreprises ghanéennes afin de proposer aux apprenants ivoiriens des contrats d'alternance et des stages de perfectionnement.

Selon eux, ce partenariat offrira aux élèves des collèges et lycées, aux nouveaux bacheliers ainsi qu'aux pensionnaires des classes préparatoires en technologie et sciences industrielles des lycées techniques, l'opportunité d'acquérir une expérience professionnelle et de renforcer leurs compétences linguistiques. Xinhua.

(MULTIMÉDIA) ZOOM AFRIQUE :**LA FLAMBÉE DES PRIX DU PÉTROLE ACCENTUE LES PRESSIONS SUR LE COÛT DE LA VIE EN AFRIQUE**

**Nairobi, (Xinhua)** - Dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient, la hausse des cours internationaux du pétrole continue de fragiliser de nombreux pays africains fortement dépendants des importations énergétiques. La progression des prix des carburants se répercute désormais sur les transports, l'agriculture, l'électricité et les produits de première nécessité, alimentant le mécontentement populaire et accentuant les pressions sociales à travers le continent.

**Au Kenya**, les habitants de Nairobi, Mombasa ou encore Kisumu dénoncent depuis plusieurs semaines l'augmentation continue du coût de la vie. Les syndicats locaux du secteur des transports affirment que la flambée des prix du carburant a fortement accru les coûts d'exploitation, poussant de nombreux chauffeurs routiers à réduire leurs activités.

Selon les données du Bureau national des statistiques du Kenya, les prix des denrées alimentaires et des transports augmentent depuis le début de l'année à un rythme nettement supérieur à celui de l'inflation générale.

Aux Comores, archipel entièrement dépendant des importations de carburant, les fluctuations du marché pétrolier international affectent directement le quotidien de la population. Des médias locaux rapportent que des pêcheurs et des chauffeurs de taxi dénoncent une réduction importante de leurs revenus en raison de la hausse continue des prix du carburant.

**L'Afrique du Sud** fait également face à une pression croissante. Sous l'effet conjugué de la hausse du pétrole brut et de la faiblesse persistante du rand, les prix de l'essence et du diesel ont atteint leur plus haut niveau depuis près de quatre ans. Pour un nombre croissant de Sud-Africains, les trajets quotidiens deviennent un poids financier de plus en plus difficile à supporter.

Des analystes estiment que la flambée des coûts du transport et de la logistique contribue à tirer vers le haut les prix des produits alimentaires et des biens essentiels, renforçant les tensions inflationnistes dans le pays.

**Le Nigeria**, principal producteur de pétrole d'Afrique, subit néanmoins une pression face à la hausse du prix du brut. Le pays exporte la majeure partie de son pétrole brut à l'étranger pour qu'il y soit transformé en diesel, en essence et en d'autres produits, qui sont ensuite rachetés aux prix mondiaux. Alors que de nombreuses cargaisons restent bloquées dans le détroit d'Ormuz, les prix au Nigeria sont également affectés, réduisant ainsi les bénéfices tirés de la vente de pétrole. De plus, l'augmentation des prix internationaux de l'essence entraîne la montée des coûts du transport, ce qui pèse sur la vie de la population.

Face à ces difficultés, plusieurs gouvernements africains ont commencé à mettre en place des mesures d'urgence.

**Le Kenya** a annoncé une réduction temporaire de certaines taxes sur les carburants et envisage d'élargir les subventions au transport public, et la Zambie a suspendu pour trois mois la perception de la taxe sur les carburants, tandis que l'Afrique du Sud discute actuellement d'un ajustement de la structure de taxation énergétique. La Namibie, de son côté, mobilise son fonds national de l'énergie afin d'absorber une partie des surcoûts liés aux importations pétrolières.

D'autres pays, comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire, avaient déjà engagé des ressources budgétaires pour contenir les prix des carburants et d'autres produits de première nécessité, dans le but de préserver le pouvoir d'achat des ménages et de limiter les tensions sociales.

Cependant, de nombreux économistes estiment que ces mesures ne constituent qu'un soulagement temporaire. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé à 4,3% sa prévision de croissance régionale pour 2026. L'institution souligne que la forte dépendance énergétique, la faible diversification économique et l'absence de mécanismes de résilience rendent les économies africaines particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs.

Selon plusieurs experts, les politiques de réduction fiscale ou de subventions ne permettent que d'atténuer ponctuellement les tensions sans résoudre les fragilités structurelles du secteur énergétique africain.

De fait, plusieurs pays, dont l'Angola, le Kenya et la Tanzanie, tentent d'accélérer des projets de raffineries, d'exploitation de gisements pétroliers et de réserves stratégiques de pétrole. Mais ces initiatives nécessiteront du temps avant de produire des effets tangibles.

Pour de nombreux gouvernements africains, la question énergétique devient désormais un enjeu majeur de stabilité économique et sociale. Le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Claver Gatete, a récemment averti que les crises mondiales successives continuaient de révéler les vulnérabilités du continent, qu'il s'agisse des perturbations dans l'approvisionnement en carburant et en engrais, des pressions inflationnistes persistantes ou des contraintes budgétaires.

Il a ainsi souligné la nécessité de faire face aux chocs immédiats et aux défis à long terme grâce à la mise en place de couloirs d'infrastructures stratégiques, à un renforcement de l'intégration régionale et à une industrialisation accélérée. Xinhua



**ATOP**  
Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

*Actualités, Proximité*

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## SPORTS

### CAN U-17 :

#### **LE SENEGAL S'OFFRE LA FINALE !**

**CAIRE, (CAF)** - Menés au score puis miraculés dans le temps additionnel (1-1), les Lionceaux de l'Atlas ont fini par craquer lors d'une séance de tirs au but étouffante (7-6 t.a.b.) face au Sénégal. Les Lionceaux de la Teranga défieront la Tanzanie pour le titre. Maroc 1 (6 tab 7) 1 Sénégal

**Buteurs : Mouhamed Wagne (23e) / Ismail El Aoud 90+9 p.**

Le football africain a vécu l'une des soirées les plus irrespirables de son histoire récente, ce jeudi soir à Rabat. Au bout de la nuit et du suspense, le Sénégal s'est qualifié pour la finale de la TotalEnergies CAF CAN U-17 en brisant le rêve du Maroc, le pays hôte, au terme d'une séance de tirs au but dantesque (1-1, 7-6 t.a.b.).

Le héros de cette qualification se nomme Assane Sarr. Dans l'enfer du stade Prince Moulay Hassan, le portier sénégalais a sorti le grand jeu lors de la séance fatidique, repoussant les tentatives marocaines pour envoyer les siens au paradis et priver le Maroc d'un sacre à domicile.

Une journée de demies complètement folle Plus tôt dans la journée, la Tanzanie avait déjà validé son billet pour la finale en sortant l'Égypte... également aux tirs au but. L'affiche de la finale est connue, après un jeudi qui aura mis les cœurs des supporters à rude épreuve.

## Le mirage El Aoud

Pour le Maroc, la pilule est terrible à avaler. Les Lionceaux de l'Atlas ont cru au miracle lorsqu'au bout du temps additionnel (90e+9), Ismail El Aoud a égalisé en deux temps. Après avoir vu son penalty initial repoussé par l'inévitable Sarr, le milieu marocain a suivi avec rage pour pousser le ballon au fond des filets et faire chavirer de bonheur le public de Rabat (1-1). Un sursis de courte durée.

Car durant la majeure partie de la rencontre, c'est bien le Sénégal qui a dicté son tempo. Plus incisifs, les Lionceaux de la Teranga ont logiquement ouvert le score à la 23e minute. Après un déboulé tranchant de Commissaire Faye côté droit, son centre-tir repoussé par le gardien marocain a profité à Mouhamed Wagne, dont la reprise de près a sanctionné l'apathie de la défense adverse (1-0, 23e).

Le Maroc a bien cru recoller juste avant la pause grâce à Adam Al-Laki (41e), mais la VAR est intervenue pour doucher les espoirs des locaux. Frustrés mais revigorés au retour des vestiaires, les Marocains ont accentué la pression, obligeant le bloc sénégalais à reculer très bas. Amine Moustach (62e) puis Brahim Rabaj (74e) ont fait passer des frissons dans la surface sénégalaise, sans succès. Jusqu'à cette main fatidique de Cheikh Dieng dans la surface en toute fin de match, offrant le penalty de l'égalisation à El Aoud.

### Sarr, le dernier mot au bout de la nuit

La séance de tirs au but a tourné à la guerre des nerfs. Si le portier marocain Rayan Yaakoubi a entretenu l'espoir en sortant des arrêts de grande classe, Assane Sarr lui a répondu coup pour coup. Dans une mort subite irrespirable où les deux équipes ont alterné l'immense et le manqué, le Sénégal a fini par l'emporter (7-6).

Ce succès au forceps confirme le statut du Sénégal comme l'un des monstres sacrés de la formation sur le continent. Pour le Maroc, le réveil est brutal après tant de courage. Pour le Sénégal, cette nuit de bravoure et de sang-froid ouvre les portes d'une finale face à la Tanzanie. Le trophée n'est plus qu'à une marche. CAF

